

## Coopération culturelle et tourisme à l'aune de « la Ceinture et la Route » entre la Chine-Afrique : enjeux et défis des dynamiques transitionnelles

MBENG DANG Hanse Gilbert<sup>①</sup>✉ & LIGUE ENGAMBA Fernando<sup>②</sup>

<sup>1</sup>Université de Douala, Cameroun

<sup>2</sup>Université de Ngaoundéré, Cameroun

---

Received: 10/11/2022

Revised: 06/03/2023

Accepted: 25/03/2023

---

### Citation (APA)

Mbeng Dang, H. G., & Ligue Engamba, F. (2023). Coopération culturelle et tourisme à l'aune de « la Ceinture et la Route » entre la Chine-Afrique: Enjeux et défis des dynamiques transitionnelles. *Revue d'Études Sino-Africaines (RÉSA)*, 2(1), 81–93. <https://doi.org/10.56377/jsas.v2n1.8193>

---

### Résumé

Avec le lancement de l'initiative « la Ceinture et la Route » par le président Xi Jinping en 2013, le domaine du tourisme est devenu prisé pour le développement des pays africains. Concevoir l'initiative de « la Ceinture et la Route » entre la Chine-Afrique comme un outil de coopération culturelle nécessite en premier lieu de s'entendre sur les opportunités et de clarifier les défis d'un tel projet. Comment promouvoir la coopération culturelle et le tourisme le long de « la Ceinture et Route » entre la Chine-Afrique francophone ? Cette réflexion adossée sur une analyse empirique se propose de traiter le panorama des relations entre le projet de la Chine et le tourisme en Afrique. La méthodologie employée pour la réalisation de ce travail adossée sur la théorie du fonctionnalisme s'inspire de l'utilisation des données de la discipline historique. La compilation, la confrontation des différents matériaux collectés et leur analyse critique est réalisée sur la base de l'observation expérimental, d'une documentation faite d'ouvrages, de revues scientifiques et d'articles de presses. Les résultats obtenus ont permis d'apprendre que cette collaboration peut être synthétisée en trois temps : tout d'abord, le contexte de la coopération sino-africaine,

---

<sup>①</sup> **Mbeng Dang Hanse Gilbert**, historien, Maître de Conférences. Il est titulaire d'un Ph.D en Histoire Politique, État et des Relations Internationales et d'une Habilitation à Diriger des Recherches (HDR) en Polémologie et Irénologie contemporaine. Ancien Chef de Département d'Histoire et Directeur des Affaires Administratives et Financières (DAAF) à l'ÉNS de Bertoua, il est enseignant-chercheur au Département d'Histoire, FLSH-Université de Douala où il contribue à l'animation scientifique de la Société Savante Cheikh Anta Diop (SS-CAD) dans la même institution. Coordonnateur du Groupe d'Études et de Recherches sur l'Histoire des Relations Internationales, des questions Diplomatiques et Stratégiques (GERHIRIDIPS), membre de la Société Camerounaise d'Histoire (SCH), membre de l'Association de Défense de l'Environnement du Cameroun (ADEC) et membre du Centre Centrafricain de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CCRAG).

<sup>②</sup> **Ligue Engamba Fernando** est Doctorant à l'Université de Ngaoundéré (Cameroun), au Département d'Histoire. Membre de la Société Camerounaise d'Histoire, du Groupe d'Études et de Recherches sur l'Histoire des Relations Internationales, des Questions Diplomatiques et Stratégiques (GERHIRIDIPS). Il a été enseignant vacataire à l'École Normale Supérieure de Bertoua de 2018-2020.

ensuite les enjeux pour le développement du tourisme et, finalement, les conditions nécessaires pour intégrer favorablement le projet face aux défis dans les pays hôtes. Compte tenu de la complexité des activités touristiques, cette initiative ne peut être garantie que par la mise sur pied d'une nouvelle politique culturelle basée sur une démarche participative et inclusive des pays africains. Il faut l'inscrire dans un projet territorial cohérent et soutenu par les communautés afin de dégager de réels enrichissements.

**Mots clés :** coopération culturelle, tourisme, Afrique, Chine, Initiative «la Ceinture et la Route».

**Abstract:**

With the launch of the Belt and Road Initiative by President Xi Jinping in 2013, the field of tourism has become popular for the development of African countries. Conceiving the China-Africa Belt and Road Initiative as a tool for cultural cooperation first requires agreeing on the opportunities and clarifying the challenges of such a project. How to promote cultural cooperation and tourism along the "Belt and Road" between China and French-speaking Africa? This reflection, backed by an empirical analysis, proposes to deal with the panorama of the relations between the Chinese project and tourism in Africa. The methodology used to carry out this work, based on the theory of functionalism, is inspired by the use of data from the historical discipline. The compilation, the confrontation of the different materials collected and their critical analysis is carried out on the basis of experimental observation, documentation made of books, scientific journals and press articles. The results obtained have shown that this collaboration can be summarized in three stages: first, the context of Sino-African cooperation, then the challenges for the development of tourism and, finally, the conditions necessary to favorably integrate the project in the face of challenges in the host countries. Given the complexity of tourist activities, this initiative can only be guaranteed by the establishment of a new cultural policy based on a participatory and inclusive approach of African countries. It must be part of a coherent territorial project supported by the communities in order to generate real enrichment.

**Keywords:** cultural cooperation, tourism, Africa, China, "Belt and Road Initiative".

---

**Introduction**

Parlant des relations entre les deux territoires maintenant nommés la Chine et l'Afrique, il faut préciser qu'elles ne sont pas nouvelles. Les premiers contacts entre ces deux régions remonteraient au quinzième siècle (A. Li, 2005). Aux modernes temps, la République Populaire de Chine (RPC) est parvenue à s'imposer comme une alternative aux partenaires « traditionnels » de l'Afrique. Persuadé du fait que pour entrer dans un pays il faut gagner la faveur de ses habitants, surtout dans un contexte où les relations internationales sont soumises à de nouvelles contraintes. Aujourd'hui, bénéficient de moyens inédits, les relations culturelles extérieures constituent plus que jamais un mode d'expression et un moyen d'influence internationale essentiel. C'est la raison pour laquelle la RPC a fait de sa culture un pilier essentiel de sa politique en Afrique (Raymond, 2000).

Les relations entre le continent africain et les anciennes puissances coloniales ont profondément évolué. Cette évolution s'illustre notamment par l'émancipation africaine de la domination occidentale et des institutions de *Bretton Woods*. Cette émancipation se traduit entre autres par la multiplication des

partenariats stratégiques, dont celui avec la République Populaire de Chine (RPC) est un cas d'école (Kemajou Nkouedje, 2017). « Géant longtemps assoupi », la RPC fascine et suscite un engouement spectaculaire en Afrique (Lorot, 2007). Elle apparaît comme un modèle pour les pays africains de par son rapide et spectaculaire développement. Si jusqu'en 1820 la Chine est perçue comme la première économie mondiale, elle va connaître un déclin progressif qui va l'abaisser parmi les pays les plus pauvres au monde en 1950 (Aglietta et al., 2012) et ce tournant s'accompagne d'une croissance spectaculaire. Désormais, le gouvernement de la RPC entend bien faire de la Chine la première puissance mondiale, tant dans le domaine économique que dans le domaine culturel. Cette quête d'influence et de puissance est à l'origine du projet de « la Ceinture et la Route » entre la Chine-Afrique francophone qui est un regain d'intérêt pour le continent africain.

Cette étude se veut être une contribution à la problématique de la place de la coopération culturelle et le tourisme sous le prisme de « la ceinture et la route » entre la Chine-Afrique. De manière plus spécifique, il est question d'étudier la politique culturelle du projet de la RPC en Afrique subsaharienne francophone et d'analyser ses enjeux et ses impacts sur le développement de l'activité touristique. On entend étudier la manière dont la Chine Populaire a investi l'échiquier africain, grâce à un tactique maniement du *soft power*. Ce travail met en exergue le contexte de création du projet de « la ceinture et la route » entre la Chine et l'Afrique tout en soulignant la politique culturelle pour le tourisme. Il s'agit aussi d'analyser les enjeux de la valorisation de la dimension culturelle dans les relations sino-africaines pour le développement du tourisme en Afrique.

### **I. Contexte de création du projet de « L'initiative la Ceinture et la Route » entre la Chine et l'Afrique francophone et la coopération touristique**

La Chine a une très longue histoire avec l'Afrique et la considère comme la plus grande région du monde encore à développer. Elle est déterminée à jouer un rôle majeur dans ce développement et à entretenir des relations étroites avec les nations africaines c'est dans ce cadre a été mise sur pied « L'initiative la Ceinture et la Route ». Longtemps « Nain politique sur la scène internationale », la Chine Populaire va nouer dans les années 1950 des partenariats solides avec le plus grand nombre de pays africains afin de combattre les hégémonies américaines et soviétique (Jolly, 2011, p. 74). Cette stratégie chinoise aura pour corolaire le vote massif des pays africains en faveur de son adhésion à l'Organisation des Nations Unies (ONU) en tant que membre permanent du Conseil de Sécurité, au grand dam de la République de Chine (RC) ou Taïwan. Par ailleurs, la crise de la place de Tiananmen de 1989 marque un tournant important dans les relations sino-africaines. En effet, si les pays occidentaux vont largement critiquer Pékin pour sa gestion de ce mouvement d'étudiants, les pays africains pour leur part, vont maintenir leur soutien à la Chine Populaire. C'est pourquoi, les autorités chinoises vont progressivement réévaluer l'importance de l'Afrique dans la conduite de leur politique étrangère au lendemain de ces manifestations meurtrières (Kemajou Nkouedje, 2017). C'est ainsi que la nouvelle politique africaine de la Chine se voudra désormais plurisectorielle, avec un accent mis sur le politique, l'économique et le culturel. Parlant de ce dernier point, s'il est vrai que l'offensive de charme de la RPC en Afrique n'a réellement débuté qu'au début des années 2000 avec la prolifération des IC, l'officialisation des échanges culturels sino-africains, elle remonte à la conférence de Bandung de 1955.

Depuis lors, la culture n'a cessé de gagner en importance. Si durant la Guerre Froide elle était essentiellement dédiée à la propagande, elle va progressivement se hisser au rang d'instrument stratégique dans la quête de rayonnement international du gouvernement de Pékin. De ce fait, la RPC va confier la conception et l'exécution de sa politique culturelle à des organes bien spécifiques. En outre, dans une Afrique en quête d'alternative au modèle de développement occidental, le consensus de Pékin a su s'imposer à travers « L'initiative la Ceinture et la Route » entre la Chine et l'Afrique francophone.

En bref, durant la Guerre Froide, la pénétration communiste en Afrique noire pouvait compter sur des organismes puissants au rang desquels la commission pour les relations culturelles avec l'Afrique, créée en octobre 1960, et dont la mission était de développer les relations culturelles et scientifiques avec les gouvernements africains. Un autre organisme au service de la propagande communiste chinoise est la Société afro-asiatique de Chine créée en avril 1962. Elle avait pour mission d'accroître les échanges culturels, promouvoir les échanges afro-asiatiques, mais aussi l'enseignement et la recherche sur l'Afrique et l'Asie. Cette Société englobait tous les organismes à caractère culturel et scientifique alors existant en Chine communiste. Elle était également chargée de guider et d'assister les étudiants africains de Chine, de préparer les différentes manifestations de solidarité sino-africaine, de recevoir les délégations africaines et leur montrer les réalisations chinoises (M. Li, 2009). En outre, conscient que l'instabilité politique est l'un des préalables essentiels à ses ambitions d'instaurer un régime communiste en Afrique, le gouvernement de Pékin va confier à l'Association du peuple chinois pour les relations culturelles avec les nations étrangères la fourniture de matériel militaire aux mouvements indépendantistes africains. L'objectif de Pékin était ainsi d'inciter les peuples africains à la révolte contre la domination occidentale, et d'apparaître comme le partenaire incontournable. Mais le soutien du gouvernement de Pékin aux mouvements indépendantistes africains sera diversement apprécié dans les pays africains, raison pour laquelle une fois les indépendances acquises, nombre de pays africains vont se tourner vers la Chine par le biais de plusieurs projets tel que l'initiative de la « Ceinture et la Route » entre la Chine et l'Afrique francophone.

## **2. L'initiative de la « Ceinture et la Route » entre la Chine-Afrique francophone : outil de coopération culturelle et touristique**

### **2.1 Enjeu du développement du tourisme Hanban : l'exemple d'un partenaire de coopération culturelle**

Dans le cadre de l'ouverture du marché impliquée par la création de la zone de libre-échange Euro - Méditerranéenne, l'Afrique francophone s'est engagée dans un processus de restructuration et de mise à niveau de son tissu productif. Le tourisme, branche clé de l'économie africaine, constitue un support privilégié de cet ajustement. Ce secteur est en effet reconnu comme porteur de dynamiques susceptibles de se diffuser à l'ensemble de l'économie et est, par conséquent, considéré comme un point d'ancrage favorable au développement durable.

L'Afrique francophone au sens large comptait environ 420 millions d'habitants à la mi- 2015, et 880 millions sont prévus en 2050, donc environ 85 % des francophones dans le monde. Elle présente la particularité d'être l'une des plus grandes zones linguistiques contiguës au monde (18 pays), partageant le français comme langue sur un espace immense représentant près de la moitié du continent africain. Les pays

francophones représentent près de la moitié (31) des pays africains pour un tiers de la population du continent. C'est donc un territoire géographiquement, économiquement, politiquement et culturellement stratégique pour la Chine qui nécessite une coordination d'experts de haut niveau pour le suivi d'un projet d'envergure tel que l'initiative « la Ceinture et la Route » (*Colloque international sur l'initiative la ceinture et la route en Afrique francophone (ciicraf 2022), 2022*).

Pièce maîtresse de l'économie parce qu'il est source de recettes en devises, l'industrie du tourisme est caractérisée par une dépendance naturelle vis à vis de l'extérieur. Pour attirer la clientèle étrangère nécessaire à son expansion, elle doit rejoindre les standards internationaux. La faiblesse de la coopération internationale de ce secteur appelle une réorientation stratégique nécessaire à son nivellement.

Depuis les années 1970, la RPC a fait de sa culture un pilier essentiel dans la mise en œuvre de sa *Global Strategy*. Dans un monde où les frontières semblent de plus en plus dérisoires et face à la mondialisation culturelle, le gouvernement de Pékin va ainsi entreprendre de promouvoir et de valoriser sa langue et sa culture sur la scène internationale. Il va de fait confier à un organisme politique spécifique le pilotage de son action culturelle extérieure : il s'agit du Hanban. Créé le 24 juillet 1987, le Bureau National pour l'Enseignement du Chinois Langue Étrangère *Zhongguo guojia Hanyu guoji tuigang lingdaoxiaozu bangongshi* [中国国家 汉语国际推广领导小组办公室], ou Hanban, est un opérateur du Bureau du Conseil International de la Langue Chinoise du ministère chinois de l'Éducation (Kemajou Nkouedje, 2017). Il est responsable de la promotion et de la diffusion, par le biais notamment de l'enseignement, de la langue chinoise à travers le monde. En outre, le Hanban est chargé de : promouvoir l'enseignement de la langue chinoise ainsi que la diffusion de la culture chinoise dans le monde ; fournir des ressources humaines chargées de l'enseignement du chinois à l'étranger ; gérer les bourses d'étude ; favoriser l'enseignement du chinois à travers internet et les médias de masse (télévision et radio) ; développer des événements culturels afin de mettre en valeur la culture chinoise ; encourager la recherche sur la Chine ; développer le programme « passerelle vers le chinois »<sup>①</sup> ; encourager la recherche sur la Chine ; développer le programme « passerelle vers le chinois » ; faire passer le test d'application du chinois (HSK).

En plus de ces missions, il faut également souligner que le Hanban produit, édite et distribue des manuels qui sont utilisés dans les centres d'apprentissage de la langue chinoise, notamment en Afrique. La création en 2004 des IC lui a conféré une importance plus large. C'est ainsi que le ministère chinois de l'éducation lui a confié le développement et la coordination des IC/CC à l'international. Le Bureau National pour l'Enseignement du Chinois Langue Etrangère est subdivisé en une vingtaine de divisions, dont celle chargée du développement des IC en Afrique et en Asie. Il faut tout de même rappeler qu'en Chine, l'État a le monopole sur la conduite des relations culturelles extérieures, ce qui pose problème et conduit à considérer le Hanban comme un organisme au service de la propagande chinoise.

---

<sup>①</sup> Institué depuis 2002, le concours « passerelle vers le chinois » est un programme d'échange entre les jeunes africaines et chinoises.

## 2.2 Mesures et politiques favorisant un développement inclusif et durable de l'Afrique francophone

Le projet de l'initiative « la Ceinture et la Route » entre la Chine-Afrique francophone comme un outil de développement de la coopération culturelle et touristique mis sur pied est animé par plusieurs intentions qui tournent autour de plusieurs objectifs de développement à atteindre. Parmi lesquelles la diversification des produits touristiques et l'exploration de nouveaux marchés potentiels (Golf, bateaux de plaisance, écotourisme, tourisme de conférence, tourisme culturel et archéologique, parc naturel) l'amélioration de la qualité des services dans les hôtels, restaurants et cafés, le contrôle des installations sanitaires, la protection de l'environnement, la formation professionnelle, le renforcement de la commercialisation et de la promotion des produits touristiques par des campagnes de publicité internationale (notamment dans les pays à pouvoir d'achat élevé), l'amélioration de l'infrastructure et de l'environnement dans les zones touristiques, la consolidation du contrôle du secteur privé dans le domaine du tourisme.

Le tourisme est une activité fortement urbanisant. Sur le plan démographique on a assisté à une croissance rapide des villes africaines et à une intensification des flux migratoires depuis l'intérieur des terres vers les zones urbaines. Sur le plan spatial le Tourisme a contribué à l'extension des villes et à la genèse de véritables quartiers ou zones touristiques plus ou moins linéaires. La création d'emploi serait susceptible de diminuer la pression migratoire qui pèse sur les zones rurales et en particulier dans certains pays. La croissance touristique creuse les écarts entre les zones bien dotées et les espaces les moins bien pourvus. La diffusion spatiale du Tourisme est étroitement limitée.

L'activité touristique vise l'intégration de l'économie nationale dans l'environnement international en cherchant à gagner le défi de l'emploi, à asseoir l'économie du savoir et à consolider la compétitivité. L'initiative de « la Ceinture et la Route » entre la Chine-Afrique francophone peut accorder une place importante à l'industrie touristique et à ses effets d'entraînement tant en capacité à créer des emplois, qu'à développer les opportunités d'affaires internationales et à approfondir la mise à niveau et la compétitivité du tissu productif africain dans son ensemble.

### 3. L'initiative de « la Ceinture et la Route » entre la Chine-Afrique francophone : conditions de réussite et impact sur le tourisme en Afrique

La Chine a fait des percées significatives en Afrique dans le cadre de l'Initiative la Ceinture et la Route. Au niveau bilatéral, elle a investi dans 52 des 54 pays africains et s'apprête à pénétrer le 53e marché à Sao Tomé et Príncipe. Selon les statistiques officielles de la Chine, 49 des 54 pays (c'est-à-dire plus de 90%) ont déjà signé des protocoles d'accord. Géographiquement, 22 des 49 pays (près de 50%) sont situés en Afrique de l'Ouest, l'Afrique de l'Est (12 pays), l'Afrique du Nord (9) et l'Afrique australe (6) comprenant les 50% restants ([Colloque international sur l'initiative la ceinture et la route en Afrique francophone \(ciicraf 2022\), 2022](#)).

Pour l'Afrique, le projet de « L'initiative la Ceinture et la Route » entre la Chine-Afrique s'inscrit dans le cadre du développement touristique local. Ses principaux objectifs visent à l'augmentation de la productivité du tourisme des étrangers par développement de produits spécifiques, compétitifs au niveau



international et amélioration du niveau des services ; le renforcement de la stabilité de la branche par développement du tourisme interne, et la mise en place d'un développement équilibré ; la garantie d'un tourisme durable c'est à dire l'identification d'orientations et de méthodes de développements qui éviteraient les effets négatifs du développement du tourisme sur l'environnement culturel et naturel des pays ; l'élargissement de l'image touristique traditionnelle africain et son remplacement partiel par les patrimoines culturels et enfin, la sensibilisation de nouveaux pays ([\*Colloque international sur l'initiative la ceinture et la route en Afrique francophone \(ciicraf 2022\), 2022\*](#)). Ce programme devra s'orienter autour de six principaux projets :

Le premier point de développement du tourisme traditionnel. L'Afrique peut être considérée comme la mère de l'humanité parce qu'elle possède encore la primauté de la plus ancienne présence de l'Homme sur terre et est garante de ses traditions ancestrales. Au plan international, elle n'est devancée que par la Chine, le Japon, l'Inde et l'Amérique. Outre mieux exploiter les atouts archéologiques de l'Afrique, il est bon de miser sur la conservation de son patrimoine du fait aussi qu'un mode de vie fondé sur la tradition se diffuse dans la société de génération en génération. Outre la tendance générale, une demande de retour aux origines est un facteur spécial d'augmentation de la demande en Afrique et son adhésion au projet de « L'initiative la Ceinture et la Route » entre la Chine-Afrique future nécessite l'ouverture des portes au monde extérieur pour assurer son décollage. Car aucune nation ne s'est développée en autarcie, ce projet vise donc uniquement l'amélioration de l'efficacité de l'exploitation touristique.

Le deuxième point de développement du tourisme de conférence. Malgré l'avènement des nouvelles technologies de l'information, la situation de l'Afrique francophone en matière de tourisme de conférence manque des centres de congrès complexes et de grandes capacités d'accueil où pourraient être organisées des sessions plénières et des ateliers. Le développement de ce tourisme est également retardé par les moyens limités des organisations professionnelles jouant un rôle important dans l'arrivée des conférences.

Le troisième point de développement est la mise sur pied des parcs touristiques thématiques. Ce projet aura pour but de permettre la réduction de la concentration touristique en Afrique et l'élargissement de l'offre touristique des pays avec notamment la mise en place de produits incitant à des dépenses spécifiques élevées.

Le quatrième point est la construction des musées et des cases communautaires qui sont de véritables vitrines d'exposition du savoir et savoir-faire africain.

Le cinquième point de développement est la mise en ligne des systèmes d'information touristiques. Ceux-ci devront reposer respectivement sur 4 piliers : un réseau Touristique, une Banque Nationale de Données Touristiques, l'accueil téléphonique des touristes et internet. Aujourd'hui, l'un des principaux obstacles au développement du système d'informations touristiques est l'absence d'implication des Petites et Moyennes Entreprises. Les pouvoirs publics devraient mettre en place un système basé sur la communication intégrée dont la banque de données pourra être utilisée simultanément par plusieurs sous-systèmes d'utilisateurs professionnels ou de grand-publics, avec un large choix : territorial, régional,

municipal, thématique. Il faudra également raccorder les réseaux africains aux réseaux internationaux et européens.

Le sixième point de développement est la diversification d'autres produits touristiques de haut de gamme : Les principaux objectifs de ce projet sont l'augmentation du nombre des touristes aux dépenses spécifiques élevées, le rallongement de la durée des séjours, la diminution de la concentration saisonnière et géographique du tourisme, l'augmentation des recettes touristiques, la poursuite de l'accroissement du tourisme interne, la contribution à l'élaboration d'une image favorable des pays d'Afrique francophones.

Cela étant, on semble aujourd'hui assister à un développement des échanges entre les acteurs de la culture et les milieux économiques, sans oublier les décideurs politiques, à différents niveaux. Le tourisme représente une grande valeur symbolique pour les responsables économiques et politiques des pays africains. Par exemple, les Etats qui ont les moyens peuvent valoriser leurs sites pittoresques, situés souvent au cœur de la nature, dans des villages ou des villes et dans des bâtiments historiques bénéficiant souvent d'une architecture ancienne ; elles peuvent y organiser des événements pour échanger avec leurs partenaires dans un cadre assez exceptionnel. Enfin, le tourisme, quand il est d'une grande notoriété et représente une marque associée à une ville, peut aussi servir d'outil de communication à haute valeur symbolique.

#### **4. Le musée au cœur de l'initiative la « Ceinture et la Route » entre la Chine-Afrique francophone : outil de développement de l'industrie culturelle**

Les activités touristiques sont un grand facteur de promotion du tourisme en Afrique francophone et les diverses activités menées par les acteurs locaux, génèrent des revenus, faisant de cette activité et de leurs prestations des facteurs économiques. Les ressources proviennent de la billetterie, location d'espaces, bibliothèque, recettes issues des ventes des catalogues, produits dérivés du tourisme (objets artisanales, restauration, etc.). Elles servent au financement des dépenses et investissements de nature à assurer le bon fonctionnement de ce secteur. En effet, le patrimoine muséal matériel et immatériel étant constitué d'une multitude d'objets, associé à une gestion convenable est un important facteur d'attrait pour les éventuels touristes et permet ainsi à ces derniers de renouveler leur fidélité. Cette fidélité entraîne par conséquent une production de revenus, des créations d'emplois et rehausse par là même la crédibilité de la localité à l'endroit des autres. Ceci confirme les résultats du Conseil international des musées (2004) qui considérait déjà que la mission d'un musée est d'acquérir, de préserver et de valoriser ses collections afin de contribuer à la sauvegarde du patrimoine naturel, culturel et scientifique.

Ce patrimoine selon la charte du Conseil international des monuments et des sites se présente comme suit :

Le patrimoine archéologique est la partie de notre patrimoine matériel pour laquelle les méthodes de l'archéologie fournissent les connaissances de base. Il englobe toutes les traces de l'existence humaine et concerne les lieux où se sont exercées les activités humaines quelles qu'elles soient, les structures et les vestiges abandonnés de toutes sortes, en surface, en sous-sol ou sous les eaux, ainsi que le matériel que leur est associé (ICOMOS, 1988).

Si la conservation du patrimoine culturel de Batouri doit se faire dans les musées, il faudrait que les pouvoirs publics songent à leur création. Le musée est défini par le Conseil international des musées



comme étant :

Une institution permanente, sans but lucratif, au service de la société et de son développement, ouvert au public et qui a fait des recherches concernant les témoins matériels de l'homme et de son environnement, acquiert ceux-là, les conserve, les communique et notamment les expose à des fins d'études, d'éducation et de délectation ([Conseil international des musées, 2022](#)).

C'est un moyen efficace pour la conservation des éléments culturels d'un peuple ou de plusieurs. La préservation des objets culturels dans un musée fait aussi appel à la formation d'un personnel qualifié favorisant ainsi l'activité touristique qui relève un volet économique considérable. Selon un constat de la Commission économique et sociale des nations unies en décembre 2005 portant sur la place du tourisme dans le développement socioéconomique et la réduction de la pauvreté, il ressort que le tourisme, peut contribuer à une répartition géographique des emplois, au profit notamment des zones rurales et des zones éloignées des principaux centres d'activité économique. Il exige en effet une main-d'œuvre abondante et offre donc une large palette d'emplois facilement accessibles aux pauvres.

Au regard des politiques économiques africaines en matière de développement, le rôle à jouer par le tourisme n'est pas à négliger et doit nécessairement passer par une formation appropriée de ses acteurs. Cette formation doit à terme déboucher sur la création des emplois directs, indirects ou induits que génèrent traditionnellement les activités touristiques, et dont l'impact sur le développement local ou national de même que sur l'épanouissement individuel est certain.

Les musées constituent de remarquables atouts pour le développement local des pays africains. Ils peuvent attirer des visiteurs, générer des revenus, contribuer à redynamiser l'économie locale, promouvoir l'inclusion, promouvoir la diversité culturelle et réinventer l'identité territoriale. Depuis des décennies, les villes et les régions profitent de ces atouts pour mettre en œuvre des actions patrimoniales dans le cadre de stratégies de développement économique plus larges. Parallèlement, les musées sont de plus en plus conscients des avantages instrumentaux du patrimoine culturel et expérimentent avec de nouvelles missions qu'ils pourraient occuper en tant qu'agents du changement économique et social, tout en enrichissant leurs objectifs traditionnels, tels que la collecte, la préservation et l'éducation.

Différents modes d'organisation des acteurs existent de l'informel au plus formel comme le contrat de destination que devra mettre en place les gouvernements africains et cela permettra de créer et renforcer de nouvelles destinations touristiques à partir d'une démarche collective. Il peut s'agir par exemple du contrat sur le tourisme de mémoire mais aussi la démarche autour des biens culturels plus lisibles et attractifs <sup>①</sup>. La traduction de cette approche collective se présente souvent par la stratégie dites de l'essaim et qui consistent, en se rassemblant, à générer des effets de levier pour créer des offres touristiques et culturelles plus lisibles et attractives. La route de la culture industrielle en Allemagne est une parfaite illustration de cette

---

<sup>①</sup> <http://www.museumexperts.com/sitem/salon/presentation>, consulté le 10 août 2021 à 16h.

approche<sup>①</sup>. Les obstacles pour la création des musées sont nombreux, mais ignorer les immenses possibilités touristiques de Batouri pour le développement des structures culturelles serait une erreur.

En effet, plusieurs indicateurs du développement permettent de mettre en exergue l'importance des musées dans la modernisation des infrastructures productives :

- **L'indicateur d'emploi et de formation**

L'évaluation de l'impact du projet des musées permet l'emploi et la formation au niveau de la satisfaction des populations locales. Ceci à travers l'évaluation de l'impact du projet de leur création sur le tourisme intérieur et ratio de fréquentation par les populations locales des infrastructures hôtelières, sportives, culturelles, et de restauration ; d'accès aux ressources naturelles, aux postes de responsabilité.

- **L'indicateur de sécurité**

Les musées, éléments fondamentaux pour le tourisme durable, à travers leur sécurité garantit la stabilité de la fréquentation touristique : par le taux de délits par touristes ; les ratios vols déclarés, agressions, crimes, atteintes aux droits des femmes et des enfants (prostitution et exploitation sexuelle) par rapport à la population locale et par rapport aux touristes.

- **L'indicateur de santé publique**

Les musées permettent d'évaluer l'impact du développement touristique sur les touristes et sur le niveau de santé générale de la population par exemple sur certaines maladies telles que les IST/Sida et le corona virus. Ils prennent en compte : la distance ou le temps d'accès vis-à-vis du médecin ; le taux de mortalité infantile ; le nombre d'habitants par médecin ; le nombre d'habitants par infirmier ; le nombre de cas de IST/population ; le nombre d'infections alimentaires par rapport à la population locale ; autres types de maladies par rapport à la population locale.

- **L'indicateur culturel**

Les musées prennent en compte le volet culturel comme un des aspects essentiels du tourisme durable. La mesure retenue est l'existence ou le pourcentage des dépenses culturelles (activités musicales, spectacles, achat d'œuvres d'art) dans les établissements muséaux. Indicateur important dans la mesure où le tourisme peut entraîner une forme de pillage ou de détérioration du patrimoine historique et culturel.

- **L'indicateur d'information sur la protection des enfants**

Les musées ont pour but de déterminer dans quelles conditions les établissements touristiques prennent des garanties concernant la lutte contre l'exploitation des enfants (abus sexuel et respect du droit de travail). Cet indicateur porte sur l'existence ou non des mesures spécifiques notamment en termes d'informations destinées à rendre effective la protection des enfants en contact avec le touriste.

---

<sup>①</sup><http://www.metropol Ruhr.de/en/home/discovering-experiencing/industrial-heritage-trail.html>, consulté le 10 août 2021 à 16h30.

Ceci étant, les conditions de réussite de la création des musées dans les pays de l'Afrique francophone nécessitent les formations des institutions dans ce domaine culturel à travers l'identification des besoins réels en formation des professionnels, les sources de financement, les suggestions et recommandations. La création des musées africains permettrait à ses fils de se réunir autour d'un idéal culturel qui renforcerait les liens de solidarité, de fraternité, d'amour et surtout de tolérance. Dans un contexte de menace de la paix en Afrique causée par les conflits identitaires, les conflits transfrontaliers, politiques, religieux par le biais des idéologies politico-radicales. L'Afrique gagnerait à être unie pour défendre un même idéal qu'est la paix collective ; car, les différents sites archéologiques existants sont des biens culturels communs des peuples tous azimut qui doivent assurer leur protection. Dans un élan de fraternité faire de ces sites le « creuset où toutes les époques, toutes les générations, toutes les ethnies, toutes les sensibilités religieuses ou presque toutes les différences et les ressemblances se rencontrent » pour la promotion de leur identité culturelle (Nizésété, 1996).

## 5. Discussion et suggestion

Face aux différentes stratégies liées à la problématique de « la Ceinture et la Route » entre la Chine-Afrique francophone que pose l'activité touristique en Afrique, il est important de repenser l'univers touristique, au regard des multiples enjeux qui cristallise ce secteur. Ces enjeux, d'ordre culturel, croisent d'autres, qui sont de portée économique et sociale indéniable. Outre les recettes potentielles, qui en font des gisements de ressources financières pour tous les acteurs impliqués, le tourisme est également générateur d'emplois requérant et mettant en relief une multitude de compétences et de savoir et de savoir-faire, dépassant le strict cadre touristique. Aussi, il doit être abordé et appréhendé comme un des facteurs mobilisateurs de tous les acteurs concernés et impliqués dans la promotion du développement économique, social et culturel des africains. Ceci pourra ainsi contribuer à promouvoir non seulement la culture africaine, mais aussi faciliter le décollage de l'activité touristique afin de contribuer à garantir le développement du continent. Les Etat et les ONG sont des acteurs incontournables de la promotion de la culture à travers le tourisme. Ils doivent donc accompagner les établissements touristiques en leurs accordant des subventions, en facilitant la réalisation des projets définis dans ce secteur. La communication par la médiatisation de leurs activités au plan national et international, relève des accompagnements attendus des porteurs de projets et animateurs culturels. À un autre niveau, celui de la formation des personnels et de la professionnalisation, les pouvoirs publics africains gagneraient à faciliter la mobilité des travailleurs du secteur dans le cadre de programmes d'échanges avec d'autres structures à l'étranger (Makou et al., 2018). Car de nos jours, même les politiques en apparence, purement culturelles basées sur des subventions et les projets, ne peuvent pas être complètement déconnectées des enjeux économiques.

Les indicateurs de maîtrise de développement économique du tourisme doivent permettre d'évaluer la cohérence d'ensemble des projets de création de nouvelles activités touristiques par rapport à la situation globale des pays concernés. Le premier type de mesure consiste à savoir s'il existe ou non une planification touristique nationale destinée à assurer un véritable contrôle de l'environnement par des procédures précises auxquels sont soumis l'ensemble des projets de développement touristique. L'indicateur de base retenu est la participation du projet de « L'initiative la Ceinture et la Route » entre la Chine-Afrique francophone à la

planification du développement durable. Il constitue également un indicateur d'existence d'une convention de travail à travers des facteurs importants d'appréciation du caractère durable du développement touristique en tant que moyen d'assurer une meilleure protection des employés des entreprises touristiques. Dans ce cas, l'indicateur utilisé pour les projets d'investissement est celui de l'adhésion ou non à une convention du travail. En plus, le musée constitue un indicateur de pression touristique par l'évaluation la pression exercée sur les populations locales par la fréquentation touristique. La pression touristique peut se mesurer soit par rapport à la population locale, soit par rapport aux ressources touristiques dont dispose la population locale. De ce fait, les indicateurs économiques doivent permettre de montrer le lien entre les projets de construction des musées et le développement économique afin de répondre aux critères du développement durable. Pour cette raison, les seuls indicateurs de taux de croissance du chiffre d'affaires, de la valeur ajoutée et de la rentabilité du secteur des CHR (Café, Hôtels, Restaurants) sont insuffisants en Afrique pour évaluer le caractère durable des projets considérés. Il convient aussi d'intégrer des aspects qualitatifs significatifs aux analyses de croissance. C'est ainsi que les critères qui peuvent être analysés comprennent à la fois des éléments d'ordre quantitatif et qualitatif.

## Conclusion

Au total, cette étude a permis de présenter la question de « la Ceinture et la Route » entre la Chine-Afrique en termes de promotion de l'industrie culturelle à travers le tourisme comme stratégie de développement durable en Afrique. Avec une population de plus de 1,4 milliard d'habitants, la Chine interagit avec chacun des 54 pays africains, qui cumulent une population de plus de 1.3 milliard d'habitants. Nous avons énuméré le contexte du projet de la « Ceinture et la Route », ses enjeux et les défis des dynamiques transitionnelles pour l'Afrique francophone. Au regard de la mise en place du projet de « la Ceinture et la Route » entre la Chine-Afrique francophone, une nécessité de coordination de la politique touristique d'envergure s'impose en Afrique. Ce projet répond tout d'abord à des considérations politiques puisqu'il s'agit de la pièce maîtresse de la nouvelle diplomatie chinoise développée par la Chine. Au niveau régional, cette dernière vise à former une communauté qui partage des intérêts, des responsabilités ainsi qu'une même destinée. Dans l'arène internationale, elle promeut une Chine plus proactive, capable de mener une politique extérieure digne d'une grande puissance. La mise en place de « la Ceinture et la Route » répond aussi à des motivations économiques, afin d'accroître l'intégration économique inter-régionale et d'assurer une prospérité à long terme au peuple chinois grâce à la « nouvelle normalité » chinoise. Toutefois, la « Ceinture et la Route » comporte de nombreux défis liés au financement des projets, aux inquiétudes occidentales ainsi qu'à l'instabilité et à la méfiance régionales. Afin d'assurer le succès de cette initiative sur le plan du tourisme, les pays africains impliqués dans la « Ceinture et la Route » devront intensifier leur coopération dans tous les domaines, poursuivre leur développement grâce à l'intégration et renforcer leurs liens économiques, politiques et sociaux. Il est donc primordial de redynamiser les échanges culturels entre l'Afrique francophone et la Chine afin que la balance économique entre les deux acteurs soit bien prise en compte. Pour être influent et attractif un pays doit innover dans le domaine du tourisme et de la culture, en renforçant la vitalité du système et en garantissant à tous les droits et intérêts culturels. Il n'y a pas si longtemps, la Chine vivait en autarcie totale, mais aujourd'hui c'est l'un des pays les plus attractifs au monde par conséquent, l'Afrique francophone doit suivre cet exemple et plus spécifiquement dans le domaine du tourisme.

## Références

- Aglietta, M., Bai, G., & Jaquet, C. (2012). *La voie chinoise : Capitalisme et empire*. O. Jacob.
- Colloque international sur l'initiative la ceinture et la route en Afrique francophone (ciicraf 2022). (2022). Observatoire Chine-Afrique Francophone. <https://observatoirechineafriquefrancophone.org>
- Conseil international des musés. (2022, août). *Définition du musée*. Conseil international des musés. <https://icom.museum/fr/ressources/normes-et-lignes-directrices/definition-du-musee/>
- ICOMOS. (1988). *Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel*. UNESCO. <https://whc.unesco.org/archive/1988/sc-88-conf001-8f.pdf>
- Jolly, J. (2011). *Les Chinois à la conquête de l'Afrique*. Pygmalion.
- Kemajou Nkouedje, L. (2017). *La politique culturelle de la République populaire de Chine en Afrique Subsaharienne francophone de la conférence de Bandung à 2015 : Soixante ans d'instrumentalisation de la culture* [Thèse de Doctorat, Université Jean Moulin (Lyon 3)]. [https://scd-resnum.univ-lyon3.fr/out/theses/2017\\_out\\_kemajou\\_ponthus\\_1.pdf](https://scd-resnum.univ-lyon3.fr/out/theses/2017_out_kemajou_ponthus_1.pdf)
- Li, A. (2005). African Studies in China in the Twentieth Century : A Historiographical Survey. *African Studies Review*, 48(1), 59-87. <https://doi.org/10.1353/arw.2005.0002>
- Li, M. (2009). *Soft power in Chinese discourse : Popularity and prospect* (RSIS Working Papers N° 165/08). Nanyang Technological University. <https://hdl.handle.net/10356/90567>
- Lorot, P. (2007). *Le siècle de la Chine : Essai sur la nouvelle puissance chinoise*. Choiseul.
- Makou, L. L., E., Fube, E. M., & Njouonang, H. G. (2018). Les musées à l'épreuve de la promotion du tourisme au Cameroun : L'exemple des musées de Yaoundé. *Revue Ivoirienne de géographie des savanes*, 4, 278-295.
- Nizésété, B.D. (1996). Exploitation et mise en valeur traditionnelles du matériau ligneux par les peuples de l'Ouest-Cameroun. Des éléments d'archéologie, d'ethno-botanique et de technologie du bois.
- Raymond, J.-F. de. (2000). *L'action culturelle extérieure de la France*. La Documentation française.